

moderniser ses institutions, renforcer son identité en matière de politique étrangère, préparer la prochaine vague d'adhésions avec l'élargissement à l'Est et, dans la logique du marché intérieur unique, s'attacher à démanteler progressivement certains monopoles dans les services publics.

La plupart de ces dossiers ne peuvent laisser indifférents les partenaires économiques de la France. Il est évident que l'introduction de l'euro aura un impact sur les marchés monétaires internationaux.

À surveiller aussi, la libéralisation du secteur des infrastructures et des services de télécommunications en 1998, qui créera, en France comme dans les autres marchés

de l'UE, un foisonnement de possibilités. Les fournisseurs canadiens de services s'approprient d'ailleurs à cerner les possibilités de partenariat avec les nouveaux concurrents de France Télécom. L'intégration croissante des secteurs de l'informatique et des télécommunications (domaine où le Canada excelle) rend encore plus porteuse la libéralisation de ce secteur pour les fournisseurs étrangers.

Dans plusieurs des secteurs où interviendra une libéralisation des secteurs publics à l'échelle européenne, des synergies nouvelles apparaîtront; elles offriront de nouvelles occasions d'affaires et d'alliances, d'abord pour les sociétés européennes, mais aussi pour leurs concurrents étrangers.

Figure 1. Données économiques de la France (1996)

Produit intérieur brut : 1 548 milliards \$ US

PIB par habitant : 26 445 \$ US

Taux de croissance du PIB : 1,3 %

Taux d'inflation : 2,1 %

Taux de chômage : 12,5 % (septembre 1997)

Dettes publiques nationales : 45 % du PIB

Déficit du secteur public : 3,5 % du PIB

Exportations : 367 milliards \$

Importations : 351 milliards \$

Figure 2. Progrès : Critères de convergence UME*

	Inflation (IPC)	Taux d'intérêt (long-terme)	Déficit/ PIB	Dettes/ PIB
Seuil	2,7	9,1	3,0	60,0
Allemagne	1,3	6,2	4,0	60,8
France	2,1	6,3	4,0	56,4
Italie	4,1	9,6	6,6	123,4
Royaume-Uni	3,0	7,7	4,6	56,2
Espagne	3,6	8,8	4,4	69,3
Pays-Bas	1,4	6,1	2,6	78,7
Belgique	1,9	6,5	3,3	130,6
Suède	1,1	8,1	3,9	78,1
Autriche	1,9	6,3	4,3	71,7
Danemark	2,3	7,2	1,4	70,2
Finlande	1,1	7,0	3,3	51,3
Grèce	8,2	—	7,9	110,6
Portugal	2,9	8,7	4,0	71,7
Irlande	2,1	7,3	1,6	74,7
Luxembourg	1,5	6,5	0,9	7,8

* Union monétaire européenne

